Assemblée générale du 6 octobre 2017 – Salut à l’assemblée et remerciements –

Ordre du jour :

1. Introduction / activités, manifestations, mesures du gouvernement
2. Point sur la trésorerie –(pour ces deux points 9h30- 10h30)
3. Discussion sur les sujets précédents
4. Mise à jour du conseil d’administration et du bureau ( Trésorière Céline Didio) – membre du bureau : Rose Anne. (10h30 – 10h45)
5. Interventions de P.Didio et peut être Laurence : (10h45 -11h15)
6. AFOC : (11h15 à 11h30)
7. Questions diverses. (11h30 – 12h)

**1 – compte rendu d’activité et introduction sur la situation :**

Depuis notre dernière AG, nous avons participer au conseil général du 24 mai et nous y sommes intervenus, nous avons aidé à la mise sous sac pour le tour de Savoie, le tour de France et le congrès des cadres qui s’est déroulé en juin et participé à l’intervention de JC Mailly. Depuis la rentrée nous avons été très présents dans les manifestations du 12 et 21 septembre contre les ordonnances, participé au blocage lors de la grève des routiers à Alpespace. Nous avons manifesté à Chambéry le 28 septembre contre l’augmentation de la CSG et les mesures contre les retraités. Et nous avons participé au colloque de la FGTA le 05.10. Deux retraités de l’UDR ont participé à la mise en place du CDCA (Conseil départemental de la citoyenneté et de l’autonomie) , ils interviendront sans doute sur cette question.

Avant de vous laisser la parole plusieurs points :

* **La situation des retraités** : Nous sommes accusés régulièrement dans les media, par le Président Macron d’être plus riches que les jeunes, d’avoir un niveau de vie plus élevé que les salariés, et d’avoir du patrimoine ! Tout un processus se met en place, par l’intermédiaire de ces informations pour appauvrir plus encore les retraités.

Nous ne sommes pas responsables des attaques constantes menées depuis des dizaines d’années contre le droit du travail, contre les retraites, mais comme les jeunes et les salariés nous en sommes les victimes. Quant au patrimoine, c’est vraiment ignoble : d’une part, il y a des retraités qui n’ont aucun patrimoine, d’autre part, le patrimoine a été acquis tout au long de notre vie de salarié par des économies !

De plus, nous avons financé nos retraites par nos cotisations. Ce qui est recherché derrière ce processus menteur : baisser les retraités et utiliser le patrimoine pour financer la vieillesse (EHPAD et compagnie), dresser les générations les unes contre les autres.

Et les menaces qui pèsent sur l’APL et donc sur le logement social – cf AFOC

* **Ce qui est devant nous** :

**Revalorisation des retraites** de 0.8% en octobre 2017- calculez ce que cela signifie, pour mon compte personnel : 6.50 en plus – mais il n’y aura pas de revalorisation en 2018, mais au 1er janvier 2019 – l’économie annoncée : 380 millions en 2018, ce qui sera utilisé pour diminuer le déficit dont nous ne sommes pas responsables. Le gouvernement annonce également qu’à la fin du quinquennat le minimum vieillesse sera de 900 € - qui peut vivre avec cela ? 26 000 € de maquillage représente 29 mois de minimum vieillesse ! N’acceptons pas les doléances sur la pauvreté, combattons la pauvreté !

**CSG : diminution des cotisations sociales !** le piège – chacun de nous connaît le fonctionnement de la Sécurité sociale de 1945 et de la caisse vieillesse – chacune de nos cotisations va dans la caisse de l’URSAAF est redistribué – c’est une caisse de droits collectifs non spéculée. **La CSG c’est un impôt fixé par le gouvernement**, dont l’utilisation est également décidé par le gouvernement – la CSG ce n’est pas à nous ! e gouvernement a décidé d’utiliser une partie de l’augmentation pour permettre la diminution d’un déficit dont nous ne sommes pas responsables.

**Les mutuelles annoncent qu’elles devront faire face :** au forfait patientèle médecin traitant (de 100 millions actuellement à 250 millions) – à l’augmentation des consultations médicales à 25€ (75 millions) à la revalorisation des pharmaciens (+ 55 millions) à la hausse du forfait hospitalier (180 millions) et précisent que ces dépenses auront un impact sur les cotisations. Quant à la gratuité des soins dentaires, des prothèses auditives, des lunettes ! Laissez - moi rire, si le gouvernement casse la sécu, ce sera les mutuelles qui prendront cela à charge ! Comment ? en augmentant les cotisations, pour ceux qui pourront supporter le coût.

**Par ailleurs le gouvernement prévoit :** l’augmentation des soins ambulatoires, la fermeture de 29 nouveaux blocs chirurgicaux et les déserts médicaux ne cessent de s’accroître à cause du numérus clausus, 8% de la population est aujourd’hui sans médecin généraliste, 4 millions éloignés des urgences

* **La réforme des retraites : prévue en 2018** - fin des régimes spéciaux, c’est-à-dire casse des statuts- destruction des droits collectifs : par point ou par compte notionnel

Régime par points calcul sur une durée de cotisation et d’un niveau de salaire, tous les régimes seraient fusionnés – «les petites retraite »s d’aujourd’hui seraient encore plus basses, les plus élevées encore plus – régime encore plus inégalitaire » L’état co-financeur du régime = intervention omniprésente de l’Etat qui a une obligation d’équilibre financier permanent, ces régimes seraient mis en capitalisation c’est-à-dire soumis à la spéculation – se souvenir de Maxwell et Encor

Toutes les réformes des retraites spéculent sur l’espérance de vie, le COR fait 2 hypothèses « une mortalité basse » soit 110.2 milliards et « une mortalité haute » soit 29.1 milliard de déficit ! rappel : l’espérance de vie c’est le résultat des conquis de 1945.

* **Les EHPAD** : papier donné, simplement, une mission parlementaire « flash » rend compte de la situation dans les EHPAD : résidents plus âgés, plus dépendants – personnels insuffisants avec des conditions de travail dégradées, taux d’absentéisme :10%, accidents du travail supérieur à la moyenne nationale, absence d’infirmière de nuit dans certains EHPAD ! A cela s’ajoute la réforme de la tarification, une réduction des subventions des départements (moins de dotation de l’Etat) = crainte de perte de 200 millions et de 2000 à 3000 suppression de postes-

Ne baissons pas les bras, nos anciens ont su gagner des droits qui nous ont permis de vivre debout, alors poursuivons leur combat en défendant nos conquis !